

## Colombie-Britannique : horizon 2019–2020

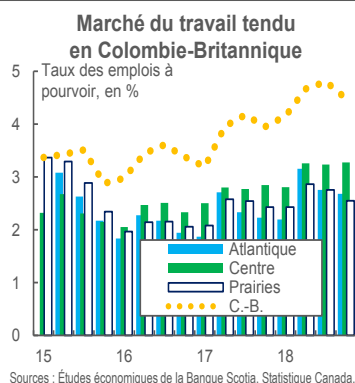
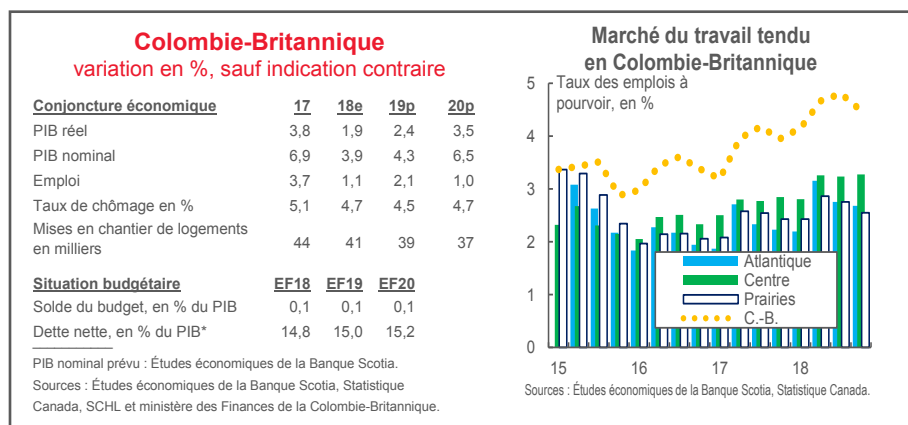
La construction, à Kitimat, d'un terminal d'exportation du GNL de 40 G\$<sup>1</sup> est toujours le point d'orgue de nos perspectives économiques pour la Colombie-Britannique. Dans nos prévisions, nous supposons que les deux phases de ce projet — qui prévoient les quatre tranches d'une usine de liquéfaction du GNL et un gazoduc — seront lancées dans les années à venir. Selon les calendriers types des dépenses de l'industrie du GNL, des investissements de l'ordre de 14 G\$ sont attendus en 2019-2020, ce qui, d'après nos prévisions, devrait apporter plus de deux points de pourcentage à la croissance économique de cette province sur cet horizon temporel. Nous ne croyons pas que les pénuries de main-d'œuvre actuelles en Colombie-Britannique (cf. le graphique) — surtout dans le secteur de la construction — limiteront la progression de cette activité, puisque le promoteur du projet n'entrevoit pas le déploiement d'un effectif complet avant le début ou le milieu de 2020. En outre, il y a un potentiel supplémentaire de hausse pour le GNL en Colombie-Britannique : certaines entreprises ont en effet évoqué ouvertement, récemment, de nouveaux projets de mise en valeur dans cette province.

Alors que les marchés du logement de la Colombie-Britannique sont en train de s'adapter à la nouvelle politique, nous entrevoyons un rétablissement de la croissance des ventes et des prix vers la fin de 2019. Les nouvelles taxes qui ciblent le marché haut de gamme devraient ralentir le rythme de la demande de logements : à Vancouver, les ventes de logements selon le système MLS ont plongé dans chacun des trois premiers mois de 2019 et ont atteint en mars leur plus creux depuis 1986 pour ce mois. Dans d'autres centres du Sud de la Colombie-Britannique, les ventes se sont également repliées, et les prix ont dérapé en conséquence. Or, nous croyons que le plongeon de l'activité d'achat s'explique par la surréaction du marché, qui est comparable à celle qui a suivi la taxe imposée à l'origine aux acheteurs étrangers en 2016. La Colombie-Britannique est appelée à mener les provinces dans la création d'emplois en 2019 et en 2020, et la création d'emplois à temps plein suit généralement une tendance à la hausse depuis septembre 2018, ce qui devrait étayer la demande de logements lorsque les acheteurs et les vendeurs s'adapteront aux nouvelles taxes.

L'industrie du tourisme est appelée à rester une source importante d'exportations pour le secteur des services de la Colombie-Britannique. Les séjours des touristes étrangers pour une nuit ou plus dans cette province ont augmenté de 6,4 % en 2018 pour atteindre un nouveau sommet absolu et ont continué de progresser en 2019; en outre l'achalandage des navires de croisière dans le port de Vancouver connaît une hausse substantielle depuis le début de l'année. Les projets de modernisation et d'agrandissement des aéroports devraient se poursuivre à Vancouver, à Victoria et à Kelowna, et le nouveau terminal qui vient d'ouvrir devrait favoriser l'accroissement de l'achalandage des voyageurs à Abbotsford.

### RENSEIGNEMENTS

**Marc Desormeaux, économiste, Provinces**  
 416.866.4733  
 Études économiques de la Banque Scotia  
[marc.desormeaux@scotiabank.com](mailto:marc.desormeaux@scotiabank.com)



<sup>1</sup> Chiffres exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire

**Tableau des prévisions provinciales : synthèse**

Les provinces	(variation annuelle en %, sauf indication contraire)											
	CA	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	
<b>PIB réel</b>												
2000-17	2,1	2,4	1,8	1,3	1,2	1,8	2,0	2,3	2,0	2,8	2,7	
2017	3,0	0,9	3,5	1,5	1,8	2,8	2,8	3,2	2,2	4,4	3,8	
2018e	1,8	-0,8	1,9	1,2	1,0	2,1	2,2	1,6	1,4	1,6	1,9	
2019p	1,6	1,3	1,5	1,0	0,8	1,7	1,7	1,6	1,6	1,2	2,4	
2020p	2,1	0,9	1,1	0,9	0,9	1,7	1,7	1,5	1,7	2,5	3,5	
<b>PIB nominal</b>												
2000-17	4,3	5,6	4,2	3,3	3,4	3,7	3,9	4,4	5,4	5,9	4,7	
2017	5,6	4,3	4,8	2,9	4,3	5,0	4,1	5,4	4,8	10,0	6,9	
2018e	3,6	2,4	3,7	3,0	2,8	4,2	3,4	3,4	3,4	3,6	3,9	
2019p	2,6	2,3	3,4	2,7	2,4	2,2	2,3	3,4	3,5	1,8	4,3	
2020p	4,6	4,3	3,1	2,9	2,6	3,8	4,0	3,4	4,4	5,3	6,5	
<b>Emploi</b>												
2000-17	1,4	0,6	1,1	0,6	0,4	1,3	1,3	1,0	1,1	2,2	1,5	
2017	1,9	-3,7	3,1	0,6	0,4	2,2	1,8	1,7	-0,2	1,0	3,7	
2018	1,3	0,5	3,0	1,5	0,3	0,9	1,6	0,6	0,4	1,9	1,1	
2019p	1,6	1,3	1,0	1,5	0,5	1,2	1,9	1,3	1,2	1,1	2,2	
2020p	0,7	0,0	0,7	0,2	0,2	0,6	0,7	0,6	0,6	1,0	1,0	
<b>Taux de chômage (%)</b>												
2000-17	7,1	14,3	11,1	8,8	9,5	7,9	7,0	5,1	5,0	5,3	6,5	
2017	6,3	14,8	9,8	8,4	8,1	6,1	6,0	5,4	6,3	7,8	5,1	
2018	5,8	13,8	9,4	7,6	8,0	5,5	5,6	6,0	6,1	6,6	4,7	
2019p	5,7	12,6	9,3	6,9	8,0	5,3	5,7	5,8	5,8	6,5	4,5	
2020p	5,9	12,5	9,4	7,0	8,0	5,5	5,8	5,8	5,9	6,7	4,7	
<b>Mises en chantier de logements (en milliers d'unités)</b>												
2000-17	200	2,5	0,8	4,3	3,4	44	72	5,2	5,2	34	29	
2017	220	1,4	0,9	4,0	2,3	46	79	7,5	4,9	29	44	
2018	213	1,1	1,1	4,8	2,3	47	79	7,4	3,6	26	41	
2019p	202	1,3	0,8	3,9	1,8	43	73	6,1	4,2	28	39	
2020p	200	1,4	0,8	3,8	2,0	41	72	6,1	5,0	31	37	
<b>Ventes de véhicules automobiles (en milliers d'unités)</b>												
2000-17	1 657	29	6	48	38	413	635	47	45	216	180	
2017	2 041	33	9	59	42	453	847	62	56	245	235	
2018	1 984	28	8	51	38	449	853	67	47	226	217	
2019p	1 930	30	8	48	35	430	826	60	48	220	225	
2020p	1 900	30	8	47	34	420	810	55	48	215	233	
<b>Soldes budgétaires, exercice terminé le 31 mars (en M\$ CA)</b>												
2017	-19 000	-1 148	-1	151	-117	2 361	-991	-764	-1 218	-10 784	2 737	
2018	-19 000	-911	75	230	67	2 622	-3 700	-695	-303	-8 023	301	
2019e	-14 900	-522	14	28	5	2 500	-11 736	-470	-348	-6 930	374	

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et Document budgétaires. Chiffres du solde du budget du Québec après les transferts du Fonds des générations.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

**Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.**

<sup>MD</sup> Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.